



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

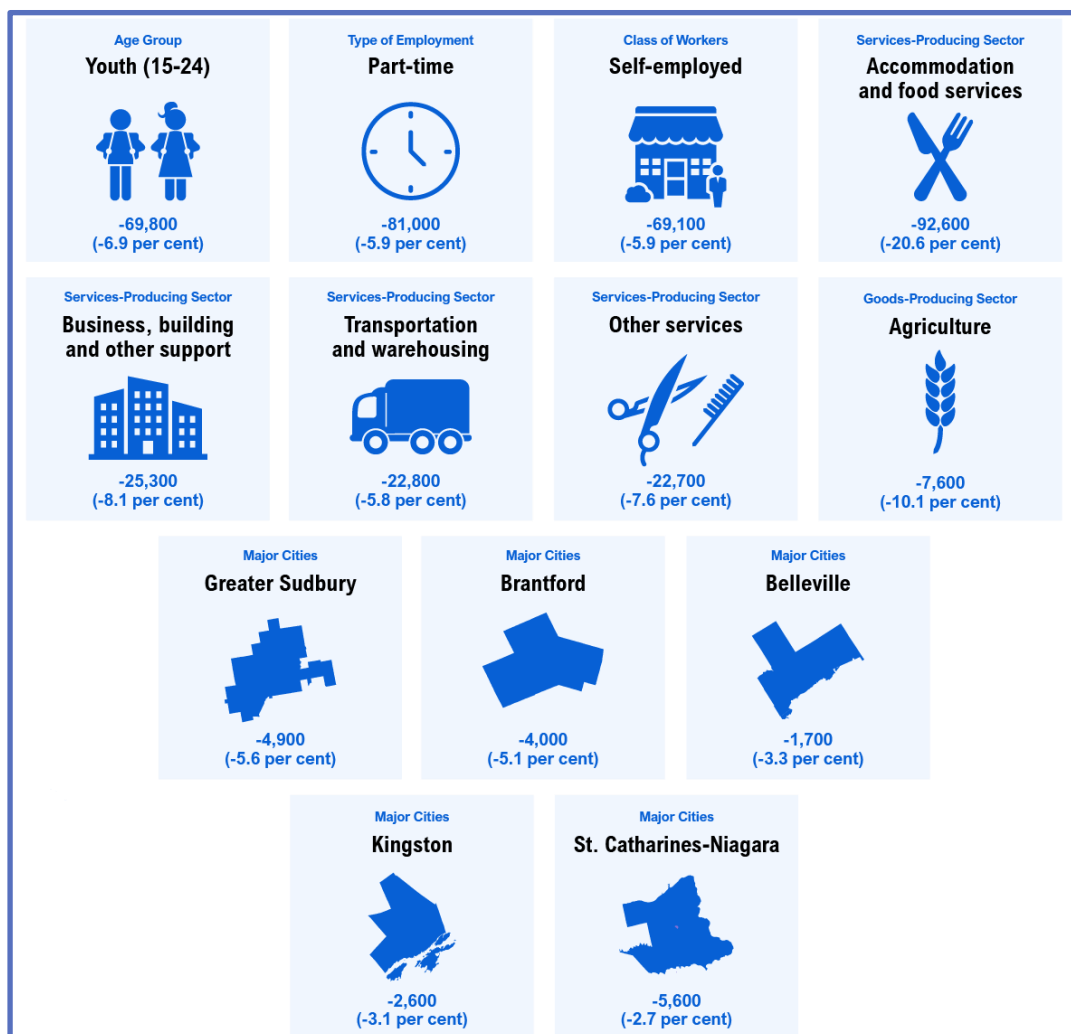
22 FEVRIER – 1^{ER} MARS

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

22 février – 1^{er} mars 2022

Focus: en Ontario, une reprise du marché du travail à deux vitesses



Une [étude](#) réalisée par l'Ontario Financial Accountability Office souligne une reprise inégale sur le marché du travail de la province la plus importante du pays sur le plan économique (environ 39% du PIB canadien). L'emploi dans les catégories les moins bien payées (hôtellerie, restauration, services à la personne) serait toujours significativement inférieur au niveau observé avant la pandémie, tandis que certaines professions du secteur tertiaire, relativement mieux rémunérées (« *white-collar jobs* ») auraient vu leurs effectifs augmenter au cours des deux dernières années. Une évolution sectorielle qui se traduit dans les perspectives contrastées des travailleurs en fonction des niveaux de qualification : selon le rapport, l'emploi des diplômés du supérieur aurait augmenté de 8,3% depuis 2019, tandis que l'emploi des diplômés du secondaire aurait reculé d'environ 7,5%. Le rapport précise par ailleurs que le taux de chômage, bien qu'en baisse régulière au cours de l'année 2021, reste plus élevé parmi les communautés autochtones et les minorités visibles (7,5% contre 4% dans le reste de la population).

Politiques économiques

Le Canada annonce des sanctions économiques contre 58 personnalités et entités russes

Le 24 février, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, ciblant notamment 58 « personnalités et entités russes » avec des pénalités financières. Cette liste comprend à la fois des proches du régime du président Poutine mais également de grandes institutions (banques, ministères, grandes entreprises énergétiques). Le Premier ministre Trudeau a également fait savoir qu'aucun permis d'export ne serait délivré à destination de la Russie, tandis que les permis existants sont annulés. En fonction de l'évolution en Ukraine, et en concertation avec les pays de l'OTAN et du G7, le gouvernement canadien a par ailleurs laissé entendre que de nouvelles sanctions pourraient intervenir dans les jours à venir.

Les Etats-Unis s'opposent au projet canadien de taxe sur les entreprises du numérique

Par la voix de l'USTR (*US Trade Representative*), les Etats-Unis ont fait connaître leur opposition au projet canadien de « taxe sur les géants du numérique », appelant le Canada à mettre en œuvre au plus vite l'accord-cadre dessiné dans le cadre de l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) le 8 octobre dernier. Le projet canadien évoqué pourrait concerner les entreprises dont les revenus au Canada dépassent 1 Md CAD (695 M €), avec une taxe de 3%. De son côté, la ministre des Finances canadienne Chrystia Freeland a indiqué que la priorité du gouvernement canadien demeurerait la

mise en place d'une solution multilatérale, espérant que « la mise en œuvre en temps voulu du nouveau système international rendrait inutile le projet porté par Ottawa ».

La Colombie-Britannique publie son budget 2022-2023 et envisage un déficit d'environ 5,5 Md CAD sur l'exercice

Le gouvernement de la province pacifique (Nouveau Parti Démocratique) a publié son budget pour l'exercice 2022/2023, précisant que le déficit public devrait s'établir à 483 M CAD (335 M €) sur l'exercice précédent, un chiffre bien inférieur au déficit prévu en début d'exercice (9,7 Md CAD / 6,7 Md €). Concernant l'exercice 2022/2023, le gouvernement britanno-colombien anticipe un déficit en nette hausse par rapport à l'exécuté 2021/2022 : 5,5 Md CAD (3,8 Md €). Le gouvernement provincial a également fait la liste de ses priorités pour le nouvel exercice, insistant surtout sur la résilience face aux aléas climatiques qui ont durement touché la province tout au long de l'année 2021 (canicule, sécheresse, inondations,...), mais également sur l'accès au logement (2 Md CAD/1,4 Md €). Un nouveau financement de 1 Md CAD (695 M €) pour le programme *Clean BC* a également été sanctuarisé.

Le coût du TransMountain va augmenter de 70% selon de nouvelles estimations

Initialement estimé à près de 12 Md CAD (8,3 Md €), le coût de l'expansion du projet d'oléoduc *Trans Mountain* devrait finalement atteindre 21 Md CAD (14,5 Md €), selon la société de la Couronne responsable du projet, soit une augmentation de plus de 70%. Les dernières études précisent par ailleurs que le projet ne devrait pas être opérationnel avant la fin de l'année 2023, près d'un an après la date initialement prévue. Enfin, le gouvernement fédéral a

fait savoir que le financement public serait remplacé par des financements privés, pour lesquels il devrait jouer un rôle de facilitateur entre les différentes parties.

Entreprises

Borex annonce un accord avec Energy Infrastructure Partners pour accompagner la mise en œuvre de son Plan stratégique en France

L'entreprise québécoise, implantée à Kingsey Falls et spécialisée dans la production d'énergie renouvelable, a annoncé un accord avec la société d'investissement suisse Energy Infrastructure Partners (EIP) afin de mettre en œuvre son plan de développement en France. EIP prendra ainsi une participation de 30% dans les activités de Borex en France (1,1 GW à ce jour). Ce partenariat représente un investissement total de 1,7 Md €.

La Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ) affiche des résultats record en 2021

Après une année 2020 délicate, le fonds de pension québécois a annoncé ses résultats pour 2021, affichant un rendement de 13,5% pour l'ensemble de ses portefeuilles, un chiffre significativement plus élevé que son taux de référence (10,7%), mais également que la moyenne des fonds de pension canadiens (8,9%). Au cours des cinq dernières années, la CDPQ a par ailleurs

connu une progression spectaculaire de ses actifs, qui sont passés de 149 Md CAD (104 Md €) à près de 420 Md CAD (293 Md €).

Air Canada va recevoir 45 A220 d'Airbus

La compagnie aérienne pancanadienne a confirmé une commande de douze appareils auprès du constructeur français, dont les lignes de production de l'A220 sont installées à Mirabel (Québec), ainsi que des options pour 30 appareils supplémentaires. Selon l'accord passé entre Air Canada et Airbus, la compagnie canadienne devrait recevoir six appareils en 2024, puis six autres en 2025. Côté français, le groupe toulousain précise que le carnet de commandes de l'A220 totalisait près de 750 commandes, permettant ainsi à l'usine de Mirabel d'établir un plan de charge sur plusieurs années.

La banque CIBC envisage de faire revenir ses employés mi-mars

Dans un contexte de décrue de l'épidémie de Covid-19 au Canada, certaines entreprises organisent le retour au bureau de leurs employés, parfois en télétravail depuis près de 2 ans. La banque CIBC, l'une des principales banques de détail canadiennes, a ainsi fait savoir que ses employés devraient revenir au bureau – dans un format hybride – à compter du 21 mars. La Banque nationale du Canada (BNC) a également indiqué qu'une jauge de 50% de présence pourrait être atteinte d'ici la fin du mois de février.

Les événements du mois de février

8 mars : conférence annuelle de l'Institut Canadien des Affaires Mondiales (IACG-CGAI) sur l'état du commerce : « *Doing Trade in Disrupted Times* »

L'Institut canadien des Affaires mondiales organise sa conférence annuelle sur les perspectives du commerce mondial le 8 mars à 9h (EST). L'événement sera introduit par Marie-France Paquet, cheffe économiste de *Global Affairs Canada*. L'inscription est disponible [ici](#).

8 mars : webinaire de l'association *Canadian Association of Business Economics* (CABE) sur l'évolution de la place des femmes dans l'économie

L'association d'affaires CABE organise un webinaire le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, sur l'évolution de la parité dans l'économie canadienne, animé par Frances Donald, cheffe économiste de Manulife, et Éric Sens, Directeur au sein de la Banque du Canada. Les informations sont disponibles [ici](#).

9 mars : Ontario : « *Découvrir le plus grand marché canadien avec les entreprises francophones* »

En partenariat avec le consulat général de France à Toronto, la Chambre de commerce française en Ontario (FCCCO) et la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario, un webinaire sur les opportunités d'affaires en Ontario est organisé le mercredi 9 mars à 11h (EST). L'inscription est possible [ici](#).

10 mars : *workshop* de la Chambre de commerce de l'Union européenne au Canada (EUCCAN) autour de l'accord de libre-échange AECG/CETA

La Chambre de commerce de l'UE au Canada (EUCCAN) organise le 10 mars à 10h (EST) un webinaire sur la question des « règles d'origine » et sur l'utilisation optimale des tarifs préférentiels dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Canada. L'inscription est disponible [ici](#).

16 mars : « Comment naviguer dans la guerre des talents ? » (CCIFC)

La Chambre de commerce et d'industrie française au Canada (CCIFC), implantée à Montréal, organise un petit-déjeuner autour des questions de recrutement et de rétention des talents le mercredi 16 mars à 8h30 à l'hôtel Birks (Montréal). Cet événement sera animé par Marc-André Nataf, PDG de Cegid Amérique du nord. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

16 mars : « CXO Rendez-vous » organisé par la Chambre de commerce française en Ontario (FCCCO)

La Chambre de commerce française en Ontario reçoit, dans le cadre de ses rencontres mensuelles, Delphine Persouyre, Country Chair TotalEnergies Canada. Les informations sont disponibles [ici](#).

22 mars : webinaire du Medef sur les opportunités offertes par la province du Manitoba

Le conseil d'entreprises France-Canada du Medef International organise un échange sur les opportunités d'affaires au Manitoba. Interviendront notamment Cliff Cullen (Premier ministre adjoint et ministre du Développement économique du Manitoba), Tudor Alexis (Consul général de France à Toronto), Morgan Larhant (Service économique de l'Ambassade de France), Dominique Baumann (Roquette Canada) et Julien Lavoie (Ubisoft).

23 mars : webinaire de la CCI française au Canada (CCIFC) – « Comment profiter de l'AECG et s'implanter au Canada ? »

La Chambre de commerce française à Montréal (CCIFC) organise, en présence de l'avocat Pierre-Marc Johnson et animé par la Directrice générale de la CCIFC Sandrine Perreault, un webinaire portant sur l'accord de libre-échange

AECG/CETA et les perspectives d'implantation des entreprises au Canada grâce à cet accord. Les informations sont disponibles [ici](#).

Fin mars (TBC) : webinaire « MACF en Europe : quel défi ou opportunité pour le Canada ? »

Pour mieux connaître et comprendre le projet de mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF), son champ d'application, ses modalités de mise en œuvre et ses conséquences prévisibles au Canada.

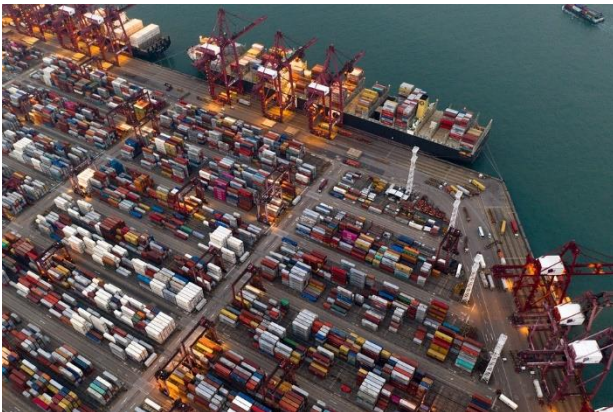
Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur	Variation
Indice des prix à la consommation	janvier 2022	145,3 (base 100 → 2002)	 5,1 % (sur 12 mois)
Indice des prix des produits industriels	décembre 2021	118,5 (base 100 → janvier 2020)	 0,7 % (var. mensuelle)
Rémunération hebdomadaire moyenne	décembre 2021	1 134,50 CAD (790,4 €)	 1,7 % (var. mensuelle)
Balance commerciale de biens	décembre 2021	-137,5 M CAD	 2,6 Md CAD
Balance commerciale des services	décembre 2021	-110 M CAD	 75 M CAD
Taux de chômage	janvier 2022	6,5 %	 + 0,5 pt (var. mensuelle)
Ventes de gros	décembre 2021	76,2 Md CAD	 0,6 % (var. mensuelle)
Ventes de détail	décembre 2021	57 Md CAD	 -1,8 % (var. mensuelle)

Source : Statistiques Canada

Quelques notes du mois de février

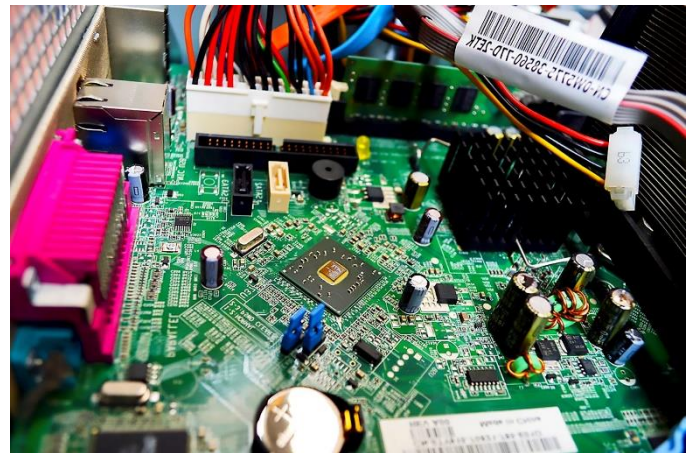
Le commerce extérieur canadien en 2021: une reprise dynamique, quoique freinée par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement



Suivant la tendance du commerce mondial, le commerce extérieur canadien a vigoureusement rebondi au cours de l'année 2021 (+16,7%). Le Canada a notamment profité du dynamisme du secteur énergétique pour enregistrer son premier excédent commercial depuis 2014 (18,3 Md CAD / 12,6 Md €). Le pays reste toutefois très dépendant du voisin américain, tant comme fournisseur que comme débouché, puisque ce dernier représente la moitié des importations et les trois-quarts des exportations du Canada.

Vers une stratégie canadienne pour les semi-conducteurs

La pénurie mondiale de semi-conducteurs observée en 2021 a pénalisé le Canada, comme la plupart des autres économies développées, et conduit à une prise de conscience de la nécessité d'une sécurisation des approvisionnements. Les acteurs du secteur invitent le Canada à tirer parti de ses nombreux atouts (présence de minéraux critiques, intégration régionale nord-américaine, etc.) et à développer une véritable stratégie.



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre page [Linkedin](#) !